

REPUBLIQUE FRANCAISE
Au nom du Peuple Français

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOULOGNE SUR MER

ORDONNANCE DE REFERE
RENDUE LE VINGT ET UN MARS DEUX MIL DOUZE

MINUTE N° :
ORDONNANCE DU : 21 Mars 2012
NUMERO RG : 12/00057

LE JUGE DES REFERES : Catherine NORMAND, Vice-Présidente
GREFFIER : Emmanuelle HAREL

Débats tenus à l'audience du : 29 Février 2012

AFFAIRE :

DEMANDERESSE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA COTE D'OPALE, dont le siège social est sis 24 boulevard des Alliés - BP 199 - 62104 CALAIS CEDEX

représentée par la SCP GAUTIER VROOM & ASSOCIES GROUPEMENT TRANSNATIONAL INCE & CO, avocats au barreau du HAVRE

Selon assignation du 20 Février 2012

DEFENDERESSE

S.C.P. B.T.S.G. en la personne de Me GORRIAS es qualité de liquidateur de la société **SEAFRANCE**, dont le siège social est sis 1 place Boieldieu - 75002 PARIS

représentée par la SCP HADENGUE ET ASSOCIES, avocats au barreau de VERSAILLES

INTERVENANT(S) VOLONTAIRE(S)

COMITE D'ENTREPRISE DE SEAFRANCE pris en la personne de son secrétaire **M. Eric VERCOUTRE**, dont le siège social est sis Place Henri Barbusse - 62100 CALAIS

représentée par la SELARL BRUN, avocat au barreau de REIMS

La SA SEAFRANCE , société de transports maritimes de voyageurs et de fret assurant la liaison entre la France et l'Angleterre , armait des navires pour effectuer la traversée à partir du port d Calais et a exploité jusqu' à 4 ferries ..

Toutefois ,le 30 juin 2010, la SEAFRANCE a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de Commerce de Paris avec poursuite de son activité , puis en Liquidation judiciaire par jugement du 16 Novembre 2011 .

Cette même décision a désigné la SCP Becheret,Thierry, Sénéchal et Gorrias, en la personne de Me Gorrias comme mandataire liquidateur .

La société a cessé toute activité le 9 janvier 2012 .

Selon courrier du 19 janvier 2012 , la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Cote d' Opale(CCICO) a adressé un courrier à Me Gorrias, es qualité, sollicitant la restitution amiable de certains espaces opérationnels et aubettes de contrôle pour les trafics fret(une aubette) et tourisme (deux aubettes) affectées jusqu' alors à la SA SEAFRANCE .

Selon correspondance du 6 février 2012 , Me Gorrias , es qualité, a fait valoir qu' il n'entendait pas procéder à la restitution de ces aubettes hors du cadre juridique applicable en la matière .

Par courrier du 10 Février 2012 la CCI de la Cote d' Opale ,expliquant que faute par la SA SEAFRANCE de justifier sur ces aubettes d'un titre d' occupation, elle entendait récupérer ces aubettes libres de toute occupation , conformément aux dispositions de l'article L. 2122-1 du Code Général de la propriété des Personnes publiques, au plus tard le 13 Février 2012 à 8 heures .

Par assignation du 20 Février 2012 , la CCI de la Cote d' Opale a fait attirer la SCP devant le Président du TGI de BOULOGNE sur MER statuant en Référé la SCP Becheret,Thierry, Sénéchal et Gorrias en qualité de mandataire liquidateur de la SA SEAFRANCE , aux fins de voir au visa des articles 808 et 809 du CPC :

Ordonner l' expulsion de Me Gorrias, es qualité et de tous occupants de son chef des aubettes de contrôle et des espaces opérationnels de traitement des embarquements des clients fret et tourisme , si besoin est avec le concours de la force publique ;

Condamner Me Gorrias à lui payer la somme de 2 000 euros par application de l' article 700 du CPC . ;

Subsidiairement ordonner à Me Gorrias d' exploiter les aubettes et espaces opérationnels de traitement et d' embarquement des clients fret et tourisme en affectant du personnel nécessaire à leur exploitation et ce, sous astreinte de 20 000 euros par jour de retard de la présente décision ;

Condamner Me Gorrias à lui payer la somme de 2 000 euros par application de l' article 700 du CPC .

La demanderesse expose que si la SA SEAFRANCE occupait le domaine public par l' exploitation de locaux et équipements appartenant au Port de Calais et bénéficiait à ce titre du d'une convention d' occupation du domaine public , cette dernière ne s' étendait ni aux

aubettes ni aux espaces opérationnels de traitement des embarquements, sur lesquels la SA SEAFRANCE se trouve être occupante sans droit ni titre .

La demanderesse ajoute que son refus de restitution de ces lieux constitue un trouble manifestement illicite justifiant la compétence du Juge des Référé de l'ordre judiciaire sans que le mandataire judiciaire puisse se revendiquer des dispositions de l'article L 641-11-1 du Code de Commerce .

Me Gorrias es qualité conteste les affirmations de la partie adverse expliquant que la SA SEAFRANCE bénéficie ,depuis plus de vingt ans , de la part de la CCICO d'une convention d'occupation du domaine public, portant à la fois sur le droit d'exploitation des navires dans le Port de Calais et sur tous les équipements en dépendant, dont les aubettes et tous les espaces opérationnels de traitement des embarquements nécessaires à cette exploitation .

Selon le défendeur la restitution de ces équipements ne peut se faire sans résiliation de la convention liant les parties et dans le respect de la procédure prévue aux art L 641-11-1 du code de Commerce .

Dans ces conditions Me Gorrias conclut à l'incompétence du Juge des Référé de l'ordre judiciaire pour avoir à connaître tant des demandes principales que subsidiaires de la CCICO qui relèvent, selon le défendeur , respectivement du juge administratif ,s' agissant des prétentions à expulsion du domaine public, et du Tribunal de Commerce, pour ce qui est des réclamations au titre de l'exploitation commerciale des équipements en cause .

Me Gorrias es qualité sollicite à titre subsidiaire et dans l'hypothèse de la compétence du Juge des référés, qu'une injonction soit donnée à la CCICO de communiquer au débat les conventions d'occupation la liant à la SNCF , aux compagnies LD Transmanches Ferries et P&O , et la demanderesse condamnée à le remettre en situation d'exploiter les équipements litigieux, sous astreinte de 20 000 euros par jour de retard de la notification de l'ordonnance .

Enfin Me Gorrais sollicite la condamnation de la CCICO à lui payer la somme de 2 000 euros par application de l'article 700 du CPC.

Le Comité d'entreprise de la SEAFRANCE ,pris en la personne de sons secrétaire, intervient volontairement à la procédure et, reprenant à son profit les arguments développés par le mandataire liquidateur, s'associe à ses demandes tendant à voir le Juge des référés se déclarer incompétent au profit de la Juridiction administrative , subsidiairement du Tribunal de Commerce de Paris et reconventionnellement réclame à la CCICO la somme de 2 000 euros par application de l'article 700 du CPC..

A l'audience du 29 Février 2012 l'ordonnance a été mise en délibéré au 21 Mars 2012 .

SUR CE,

Sur la demande d'expulsion formée à l'encontre de Me Gorrias es qualité :

L'art. 808 du CPC dispose que *« dans tous les cas d'urgence, le Président du TGI peut ordonner en Référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuses ou que justifie l'existence d'un différend »*

L'art 809 ajoute : *« Le président peut toujours même en présence d'une contestation sérieuse prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite. Dans les cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestée, il peut accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire »*

Le dommage imminent est celui qui *« n'est pas encore réalisé mais qui se produira si la situation présente doit se perpétuer, dommage par ailleurs certain dans son principe »*.

Le trouble illicite, invoqué au cas d'espèce, se manifeste par *« toute perturbation résultant d'un fait matériel ou juridique qui, directement ou indirectement, constitue une violation évidente de la règle de droit »* qu'il s'agisse d'une disposition légale, réglementaire, d'une décision de justice antérieure ou d'une convention.

Pour la CCICO, le refus opposé par Me Gorrias, es qualité de mandataire liquidateur, de procéder à la restitution amiable *« des aubettes de contrôle et des espaces opérationnels de traitement des embarquements des clients fret et tourisme »* caractérise un trouble illicite au sens de l'article 809 sus mentionné en se maintenant, au mépris des dispositions de l'article L 2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques, sur le domaine public, sans justifier d'aucun titre ni droit d'occupation.

Le défendeur revendique l'existence d'une convention d'occupation et d'un droit d'exploitation concédé à la SA SEAFRANCE par la CCICO depuis plus de 20 années et conteste que la qualification de voie de fait soit donnée au refus de restitution amiable justifié au regard de l'article L 641-11 61 du Code de Commerce.

L'article L 2122-1 sus visé dispose :

« Nul ne peut sans disposer d'un titre l'y habilitant occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L1 ou l'utiliser dans les limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous »

Au cas d'espèce il n'est pas contesté que la CCICO est concessionnaire d'un service public sur le domaine portuaire, elle ne conteste pas davantage avoir consenti à la SA SEAFRANCE un droit d'occupation temporaire du domaine public sur *« des locaux opérationnels, des locaux annexes et des locaux commerciaux »* qui ont tous fait l'objet d'une convention d'occupation du domaine public.

Certains bâtiments, tels que *« des aubettes de contrôle et des espaces opérationnels de traitement des embarquements des clients fret et tourisme »* auraient été exclus, selon la demanderesse, de cette convention, ce qui rendrait leur occupation actuelle totalement

irrégulière, puisque dépourvue de droit ni titre et relèverait ainsi de la compétence du Juge des référés de l'ordre Judiciaire .

- Il appartient néanmoins à la demanderesse de justifier de ce que les parties ont entendu exclure de cette convention, « ces espaces et aubettes » litigieux créant ainsi une zone de non droit .

Force est de constater qu'aucune convention ou document contractuel n'est produit au débat permettant au Juge des Référé d'apprécier et qualifier a contrario l'occupation exercée par Me Gorrias , es qualité, sur les lieux en litige .

Pour ce qui est de la demande subsidiaire de la CCICO :

Elle vise à voir ordonner sous astreinte à Me Gorrias es qualité « *d'exploiter les aubettes et espaces opérationnels de traitement et d'embarquement des clients fret et tourisme en affectant du personnel nécessaire à leur exploitation et ce, sous astreinte de 20 000 euros par jour de retard de la présente décision* » incontestablement cette prétention relève de l'exécution de la convention d'occupation du domaine public consentie par la demanderesse à la SA SFAFRANCE et que le juge Judiciaire ne peut connaître .

En conséquence la demanderesse sera déboutée de l'ensemble de ses prétentions et renvoyée à mieux se pourvoir , faute par elle de lui permettre le contrôle et de sa compétence et éventuellement de l'illicéité du trouble allégué .

Eu égard au contexte du litige, il ne paraît pas inéquitable de laisser la charge des frais irrépétibles à chacune des parties et intervenant volontaire , les dépens demeurant à la partie qui succombe .

PAR CES MOTIFS

Nous Président , statuant par mise à disposition , par ordonnance contradictoire et en premier ressort ,

Vu les art 808 et 809 du Code de Procédure Civile ;

Constatons l'intervention volontaire à la présente procédure du Comité d'Entreprise de la SA SFAFRANCE , pris en la personne de son secrétaire ;

Déboutons la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Cote d'Opale de ses demandes et la renvoyons à se pourvoir ainsi qu'elle avisera ;

Déboutons les parties et intervenant volontaire de leurs demandes plus amples ou contraires ;

Condamnons la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Cote d'Opale aux dépens .

Le GREFFIER

